

3 mars 2008 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, notamment sur les relations économiques franco-allemandes et sur les réformes engagées en France, à Hanovre le 3 mars 2008.

Chère Angela Merkel,
Cher Président Barroso,
Mesdames et Messieurs,

C'est un grand honneur que la France soit l'invitée d'honneur de ce salon 2008. Bien sûr que la révolution des technologies de l'information, c'est le premier grand changement de société du XXI^e siècle. En une dizaine d'années, nous sommes passés de quelques individus qui avaient le téléphone portable à 3 milliards d'abonnés. On a eu un milliard d'internautes. Aujourd'hui, un quart de la croissance mondiale s'effectue dans le numérique. Bien sûr que les chefs d'Etat, que les chefs de gouvernement sont profondément concernés par ce que vous, les industriels, êtes en train de construire.

Je remercie le CEBIT, qui s'est imposé, Monsieur le Ministre-Président, comme la première manifestation mondiale dans son domaine. Au fond, j'ai une certaine reconnaissance envers ces technologies parce que la campagne électorale de 2007 en France a été la première vraie cybercampagne de l'histoire de notre pays. Je veux juste dire à Steve Ballmer : il n'y aura plus de papier mais il y aura toujours des clients et des électeurs.

Pour nous, la technologie, c'est une chose. Le contenu en est une autre. C'est un des grands problèmes pour la chancelière, chère Angela, et pour le président de la Commission. Ce n'est pas parce qu'avec votre savoir-faire, vous mettez des possibilités considérables aux services des consommateurs et des citoyens, que nous, on doit pouvoir laisser construire une société où il n'y aurait plus d'éthique, plus de règles, où l'on pourrait dire et où l'on pourrait faire n'importe quoi. C'est un grand sujet qui va nous obliger à travailler avec vous. Non pas pour vous empêcher de découvrir de nouvelles révolutions, mais simplement pour que cette révolution nouvelle soit mise aux services de l'homme et non pas contre lui.

Nous, et je suis certain de pouvoir parler aux noms de José-Manuel et d'Angela, on va se battre pour renforcer l'usage et la production des nouvelles technologies en France. J'ai deux objectifs simples : que nous portions en deux ans à 70 % la part des ménages français équipés d'un ordinateur, et je veux que 100 % des Français aient accès à l'Internet à haut débit fixe et mobile avant la fin de mon quinquennat. Je me réjouis, chère Angela, que l'Allemagne et la France aient demandé, d'une voix commune, à la conférence mondiale des radiocommunications qu'une part des fréquences dégagées par la fin de la télévision analogique puisse être consacrée à l'Internet haut débit et à l'aménagement numérique du territoire. Parce qu'au moins cette révolution numérique ne crée pas une fracture entre les différents territoires, et que tous nos concitoyens et tous nos territoires, Monsieur le Ministre-Président, puissent avoir accès à cette technologie.

Il y a beaucoup de gens savants qui ont parlé de ce qui se passe ici. Je pourrais au fond ânonner la note de mes collaborateurs pour faire semblant de comprendre ce qui se passe. J'ai compris la façon dont les jeunes montaient sur les cubes. J'ai essayé de suivre Steve Ballmer. J'ai compris que Microsoft était formidable, que Microsoft était premier, qu'entendait le rester. Mais je voulais saisir l'occasion de ce salon pour parler aux représentants de l'industrie allemande et pour leur expliquer comment je voudrais que l'économie française et l'économie allemande travaillent

expliquer comment je vois le rôle que l'économie française et l'économie allemande jouent mieux ensemble. Je voudrais le faire sans tabou en affrontant toutes les questions qu'il y a entre nous. Parce que le numérique, cette révolution, on va essayer de l'affronter ensemble. Mais derrière tout cela, il y a la nécessité que l'Allemagne et la France travaillent vraiment ensemble, non pas pour effacer le passé mais pour préparer l'avenir.

Je voudrais vous dire qu'en France, en ce moment, on essaie de faire les réformes que vous, en Allemagne, avez faites depuis des années. Cela n'est pas facile mais on le fait. On est en train de réformer notre marché du travail, de réformer nos retraites, de réduire nos dépenses publiques. Je tiendrai l'engagement de ne remplacer qu'un départ en retraite sur deux de fonctionnaires français qui partent à la retraite. On a créé, et je suis heureux de le dire au CEBIT, le système fiscal de Recherche et de Développement le plus favorable au monde, en permettant aux entreprises de déduire de leur impôt sur les sociétés ce qu'ils investissent dans la recherche et le développement. Je vais continuer les réformes. Nous avons réformé nos universités et je sais parfaitement que sur les 20 ou 30 dernières années, la France n'a pas fait le même effort de réforme qu'a fait l'Allemagne. Je le dis pour en féliciter l'Allemagne et pour que personne ne doute de la volonté de la France de continuer sur le chemin des réformes.

Je veux d'ailleurs dire à José-Manuel Barroso, que je remercie, le Président de la Commission, de soutenir les réformes que nous mettons en oeuvre en France. Parce que si nous réformons l'économie française, c'est bon pour les industriels allemands. Parce que l'économie européenne a besoin de l'Allemagne et a besoin de l'économie française. L'économie française ne pouvait pas rester en retard.

Je me faisais une remarque à ce salon, aux côtés d'Angela, je me disais que c'était extraordinaire, l'Allemagne est notre premier partenaire et c'est peut-être sur le plan économique que l'entente franco-allemande, si indispensable pour nos deux pays et pour l'Europe, est la moins facile. Extraordinaire. C'est d'une certaine manière plus simple dans d'autres domaines. Nous avons une admiration réciproque et justifiée pour la culture de l'autre. Nos politiques étrangères sont très largement convergentes. On travaille main dans la main. Mais le paradoxe, c'est que chacun de nos deux pays est le premier partenaire économique de l'autre et pourtant nos cultures économiques demeurent extrêmement différentes. Et cela suscite, Monsieur le Ministre-Président, des malentendus ou des incompréhensions.

Je veux en parler. Si avec Angela Merkel, on n'avait pas pris nos responsabilités sur EADS en mai dernier - je le dis aux industriels qui sont ici, les chefs d'Etat et de gouvernement ne sont pas vos adversaires, ils sont capables aussi de faire du bon travail au service d'une entreprise, qui est maintenant européenne et dotée - chère Angela, parce que l'on s'est engagé et que l'on a pris tous les risques d'un commandement, d'une structure opérationnelle, digne de ce nom, si nous n'avions pas tous les deux bousculé les choses, et bien, c'est l'ensemble des salariés d'EADS qui paieraient aujourd'hui. C'est une décision politique que nous avons prise au service d'une stratégie économique pour une entreprise où l'Allemagne et la France jouent un rôle essentiel. Cela n'a pas été si facile, chère Angela, le rendez-vous de Toulouse. On s'est fait confiance, on y est arrivé. Personne ne nous l'a reproché. Je veux même aller un peu plus loin. Steve Ballmer nous a félicités pour le contrat des 179 avions ravitailleurs. Ce contrat, on le doit à la compétence des ingénieurs et des salariés d'Airbus, à la force des politiques commerciales. Mais si l'Allemagne et la France, l'Allemagne d'Angela Merkel et la France que je préside, n'avaient pas affiché depuis le début que nous étions des amis et des alliés des Etats-Unis d'Amérique, est-ce que cela aurait été possible, une telle victoire commerciale ?

Je demande à ce que chacun réfléchisse à cela. Nous avons pris nos responsabilités, l'Allemagne et la France ensemble, de dire aux Etats-Unis : nous sommes vos amis, nous voulons une concurrence loyale. Justement parce que nous sommes vos amis, je peux dire que l'Allemagne et la France, une nouvelle fois, vis-à-vis des Etats-Unis, ont parlé de la même voix. Je ne suis pas sûr que cela eût été possible dans les mêmes conditions, dans un autre contexte diplomatique que celui-ci.

Je voudrais terminer par là. Je sais l'importance qu'a l'industrie en Allemagne. Je sais qu'ici on se vit comme le pays le plus industriel d'Europe, que vous êtes les plus grands exportateurs

industriels du monde. Vous en êtes fier et vous avez raison. De ce point de vue de l'industrie et de l'exportation, vous êtes pour nous, Français, un modèle. On va faire tout comme vous. Et cela c'est la vraie amitié.

Je veux m'en expliquer : je suis persuadé que la France doit aussi être un pays industriel. Je veux dire à M. Ballmer et au Ministre-Président, que c'est formidable le numérique, c'est formidable la nouvelle technologie, c'est formidable la société du futur, mais on ne doit pas oublier nos industries, nos ouvriers. Parce que nous sommes un pays de tradition industrielle. Je sais bien que l'histoire économique de l'Allemagne est différente de celle de la France. Mais, Monsieur le Ministre-Président, il y a un point commun, j'ai cru le comprendre, en France, l'Etat a un rôle économique. En Allemagne, c'est les Länder, le Land de Basse Saxe est un acteur essentiel de l'économie. Et vous pensez à juste titre de mon point de vue, qu'un acteur public peut aussi être un acteur économique rationnel. C'est un élément majeur de notre réflexion commune. C'est que nous considérons que l'acteur public n'est pas illégitime à intervenir dans la sphère économique et c'est un débat que j'ai eu, en son temps, avec la Commission. Parce que, moi aussi, je suis profondément européen. Je veux des champions européens.

Je crois profondément à la concurrence mais je pense qu'il faut refuser la naïveté, que l'on doit se battre à armes égales dans le monde et que l'on ne peut pas plomber nos industriels en leur mettant des règles et des charges que partout ailleurs dans le monde, ils n'ont pas. Ce n'est pas que refuser la concurrence que de dire cela. C'est dire : la concurrence n'est possible que si elle est loyale, pas de dumping social, pas de dumping fiscal, pas de dumping environnemental, même j'ose, pas de dumping monétaire, qu'on puisse se battre à armes égales.

Je crois que ce message est en train de passer. Je le dis parce que je sais qu'en Allemagne, quand je me suis battu pour sauver Alstom, cela n'a pas toujours été compris. J'ai une grande admiration pour Siemens, parce que Siemens a fait, au bon moment, le bon choix. Alors que la mode était de faire des grands groupes des "purs players", Siemens, seul, a compris qu'il devait rester un groupe avec plusieurs métiers. J'ai une grande admiration pour Siemens. Et si j'ai voulu sauver Alstom, ce n'était pas par protectionnisme, ce n'était bien sûr pas par hostilité, c'était parce qu'Alstom était une entreprise viable qui avait des commandes, une technologie, un avenir et qui ne faisait face qu'à une crise de liquidité. Les banques ne voulaient pas prendre le risque de la soutenir. J'étais ministre des Finances à l'époque, j'ai pris le risque. L'Etat a fait un investissement qui était une réponse temporaire. A l'arrivée l'Etat a tiré de cet investissement une plus-value de près d'un milliard d'euros.

L'Etat s'est désengagé d'Alstom et Alstom est aujourd'hui loin derrière Siemens mais c'est un champion européen qui gagne dans le monde aussi. C'est une façon dont nous pouvons travailler ensemble.

Je veux dire aux investisseurs allemands que la France fera le meilleur accueil aux investisseurs allemands. Des entreprises françaises emblématiques sont récemment devenues franco-allemandes, je pense à Nouvelles Frontières, à Business Objects qui est entré dans le groupe SAP. Il y a 2 700 entreprises allemandes qui travaillent en France et emploient 300 000 personnes. Cela représente un stock de 40 milliards d'euros d'investissements. Il faut que l'on trouve, avec Angela et vous, de nouvelles idées. Il faut que l'on se rassemble, l'Allemagne et la France, sur des projets économiques concrets. On ne peut pas se contenter de dire : l'Allemagne et la France, on doit être amie. Ok et après ? Non, il faut que l'on se mobilise sur des projets concrets et on va les trouver ensemble. Bien sûr qu'il y a eu Galileo et j'espère qu'il y aura d'autres grands programmes dans l'exploration ou la surveillance de l'espace.

Je pense que l'on devrait travailler sur l'intégration régionale de nos réseaux électriques : quel plus grand signe de confiance y aurait-il entre nous que d'intégrer progressivement la gestion d'une infrastructure vitale comme le transport d'électricité entre l'Allemagne et la France ? Ce serait un projet formidable. J'aimerais également proposer ici, au CEBIT, que la France et l'Allemagne s'associent dans les programmes de calculateurs géants, ceux qui feront un million de milliards d'opérations par seconde. Ce seront les moteurs de la recherche et de la technologie de demain et seul, on n'y arrivera pas. J'aimerais que la France et l'Allemagne s'associent sur ce

programme. Peut-être, Angela, qu'il y en a d'autres. Je n'ai pas les compétences pour déterminer si c'est celui-là qui est le bon. Ce que j'aimerais, c'est que l'on construise ensemble une ambition sur un certain nombre de projets et que l'on montre au monde que quand l'Allemagne et la France travaillent main dans la main, on peut gagner.

Pour que ces partenariats réussissent, il faut que l'on se comprenne mieux et qu'on accepte nos différences de culture économique. Il faut qu'il y ait plus d'Allemands qui vivent en France et plus de Français qui vivent en Allemagne. Je dis aujourd'hui aux jeunes étudiants allemands, particulièrement dans les nouvelles technologies, que nous les attendons dans nos universités à qui nous avons donné l'autonomie, que nous avons complètement réformées. On va mettre 20 milliards d'euros dans la modernisation de nos universités. On attend les jeunes étudiants allemands et je suis sûr que les étudiants français recevront le même accueil dans toutes les villes universitaires allemandes.

Je voudrais terminer en vous disant que la France, les Français, avons une grande admiration pour le travail que vous faites en Allemagne. Je veux que vous le preniez au premier degré parce que ce que vous avez fait est extraordinaire, mon admiration aussi pour la façon dont vous respectez le travail.

Tout mon engagement en France, c'est justement que de nouveau on respecte le travail. Vous êtes en coalition et les 35 heures, nous les avons gardées pour nous. On est en train de régler le problème aussi. Mais il faut que vous sachiez cela : nous admirons le travail que vous avez fait. Cette admiration doit être un stimulant pour avancer ensemble, il faut une énergie positive pour avancer ensemble. J'ai parfaitement conscience que l'Europe dont je vais assurer la Présidence après Angela au 1er juillet, c'est 27 pays. Quand l'Europe, on était 6, on était 9, il suffisait que l'Allemagne et la France se mettent d'accord et puis "pouf" : disons qu'ils passaient 2 heures à parler ensemble, ils disaient "qu'on a fait un sacré travail, on a mis tout le monde d'accord". Nous, quand on s'est mis d'accord, il y en a 25 autres derrière plus José-Manuel Barroso à convaincre, et José-Manuel Barroso n'est pas le pire! Je veux que vous compreniez cela, pour nous, au-delà de nos différences, c'est un travail qui est beaucoup plus difficile.

Je veux, chers amis allemands, que vous compreniez : l'entente franco-allemande est tout aussi vitale, tout aussi nécessaire. Mais elle doit être mise au service d'une construction européenne qui n'exclut personne. Non seulement on doit faire l'effort de se comprendre, de digérer nos différences de culture économique, nos questions politiques, mais en plus, on doit le mettre au service d'un projet européen. Parce que l'Europe ne peut pas se permettre une fracture entre l'Allemagne et la France. Donc, il faut se comprendre et une fois que l'on a fait cela, on ne garde pas ce succès pour nous, on le met au service des autres. C'est la raison pour laquelle j'ai voulu, et je crois qu'Angela peut le dire, l'aider dans sa présidence qui a été remarquable pour que l'on ait le Traité simplifié et pour que l'on sorte l'Europe de l'impasse. Cela n'a pas été un succès franco-allemand, cela a été un succès de l'Europe. C'est pour cela que cela a marché. La présidence que j'aurai de l'Union, je ne veux pas que cela soit un succès de la France, mais un succès de la France et de l'Allemagne. On va la gérer ensemble. Cela doit être un succès de l'Europe. C'est cela la responsabilité de nos deux pays.

Croyez-moi, je respecte infiniment les immenses personnalités françaises comme allemandes qui nous ont précédées mais nous avons un autre travail à faire, parce que le contexte est radicalement différent, de surcroît dans un monde où la compétition est devenue beaucoup plus rude. J'espère que vous m'avez compris, pour moi, venir au CEBIT, ici à Hanovre, ce n'était pas tout à fait une mondanité, c'était un engagement du cœur, un engagement de la raison pour dire à Angela Merkel et à vous, chers amis allemands, que nous voulons travailler avec vous comme des amis de toujours.